

### Les subsides

celui des femmes est de 33 ans. J'ai bien dit des femmes car ce qui est très inquiétant aujourd'hui, ce que le gouvernement semble oublier, c'est l'augmentation du nombre de jeunes, de femmes et même de familles entières qui sont sans abri.

Les députés libéraux se sont levés constamment à la Chambre pour demander au gouvernement conservateur d'intervenir. Mais ce gouvernement est plus préoccupé par le déficit que par les êtres humains. Vous voyez, monsieur le Président, les sans-abri ne votent pas, ce n'est pas rentable politiquement, ils n'ont pas d'adresse. Lors de la conférence pour souligner l'Année internationale, les participants désiraient s'asseoir pour solutionner les divers problèmes. C'est ainsi que les personnes s'occupant du logement social, des agences sociales, de l'industrie de la construction, étaient prêtes à mettre leurs intérêts de côté dans le but de solutionner ce problème. Le grand absent à la Conférence des sans-abri en septembre 1987 et encore aujourd'hui, c'est le gouvernement fédéral. Et c'est une absence tragique car c'est la seule instance qui a vraiment le pouvoir et le mandat moral pour rassembler tout ce monde et travailler à des solutions, à court, moyen et long termes.

● (1540)

#### [Traduction]

D'après les grands titres de journaux que j'ai ici, il est évident que le gouvernement ne prend pas au sérieux le problème du logement. En voici un du *Toronto Star*: «Personne ne devrait être obligé de vivre de la sorte. Vivant dans une maison délabrée, une mère de deux enfants déclare en désespoir de cause qu'elle ne sait pas comment s'en sortir». Encore du *Toronto Star*: «La crise du logement n'épargne pas les enfants». Du *Evening Telegram* de Saint-Jean: «Toutes les femmes font face au même problème de logement. Le logement est rare et il coûte trop cher».

#### [Français]

Le gouvernement conservateur a aussi manqué le bateau en ce qui concerne nos mal logés. Nos mal logés font partie des Canadiens et des Canadiennes qui sont sur la clôture, c'est-à-dire qu'en ayant un gîte, il est aussi possible que cette personne devienne sans-abri ou doive se loger dans ce qu'on peut appeler un taudis, avec toutes les conséquences sociales, familiales et psychologiques que l'on connaît. Les problèmes qui mènent à la perte de son logement sont nombreux: chômage chronique, violence conjugale, alcoolisme, toxicomanie, problèmes familiaux, *et cetera*. Et ils ne sont pas traités par ce gouvernement. En plus, les programmes sociaux ont été affaiblis par ce gouvernement depuis qu'il a pris le pouvoir. Les sans-abri comprennent mal qu'un gouvernement qui donne près d'un milliard de dollars à la Banque commerciale du Canada et à la National Northland Bank pour les sauver d'une faillite, ce même gouvernement ne trouve pas un sou pour les sans-abri.

Maintenant, parlons un peu des logements à caractère social et coopératif. Le nombre de logements à caractère social et coopératif a aussi diminué, et nous pouvons, le ministre et moi, faire une bataille de chiffres, mais le nombre a vraiment diminué parce que les besoins sont plus grands.

Le gouvernement conservateur a préféré diminuer sa participation en choisissant d'instaurer le supplément au loyer, et laisser le champ libre à l'entreprise privée. Dans des villes

comme Toronto, même l'entreprise privée n'arrive pas à fournir des logements à prix abordable, et ce pour plusieurs raisons. En fait, dans la nouvelle définition des besoins impérieux, ce ne sont pas les plus pauvres Canadiens qui reçoivent de l'aide du gouvernement, ce sont les plus pauvres des plus pauvres.

Le seuil fixé pour les besoins impérieux est irréaliste et devrait être révisé par ce gouvernement. C'est un signe, encore une fois, que le gouvernement aime mieux réduire son déficit que d'aider les mal-logés.

● (1550)

#### [Traduction]

L'inertie du gouvernement est tout aussi déplorable en matière de logement pour les Indiens. Les conditions de logement des Indiens sont les pires au Canada, et de loin. Le problème de surpeuplement des logements est grave et 7,5 p. 100 des ménages familiaux des réserves sont constitués de plus d'une famille, contre une moyenne de 1,4 p. 100 pour les ménages non indiens. Dans les réserves, 23 p. 100 des logements ont besoin de réparations majeures, 37 p. 100 ont des salles de bain inadéquates et 37 p. 100 n'en ont pas du tout. Cinquante p. 100 des logements des réserves n'ont pas le chauffage central, ce qui explique en partie la forte incidence de maladies respiratoires chez les Indiens.

Il faut aussi faire le lien entre les mauvaises conditions de logement et le taux de mortalité par maladies infectieuses et parasitaires, qui est plus élevé chez les Indiens. La pénurie de logements acceptables signifie également que les enfants indiens sont plus nombreux à se retrouver en institution ou en foyer d'accueil parce que les bandes manquent de logements pour les accueillir. En dépit de cet important besoin en matière de logement, des représentants du ministère des Affaires indiennes ont déclaré dans leur témoignage devant le comité que les crédits consacrés au logement n'ont pas bougé depuis 1984. Il en est ainsi pour tous les Canadiens qui vivent dans des logements inadéquats. Les conséquences sont manifestes au niveau de la santé mentale, psychologique, physique et morale.

On constate également l'étrécissement de vue et d'orientation du gouvernement fédéral dans la ville de Toronto. Le marché du logement à Toronto est difficile et les prix montent en flèche. Or, que fait le gouvernement fédéral à ce sujet, monsieur le Président? Il contribue au problème en détenant des parcelles de terrain qui pourraient être utilisées pour des logements sociaux à prix abordable. L'autre jour, j'ai fait une déclaration à la Chambre à ce sujet aux termes de l'article 21 du Règlement.

Dans un communiqué, le ministère des Travaux publics a annoncé que la vente de propriétés fédérales avait rapporté plus de 170 millions de dollars. Cette vente a été effectuée en vue de réduire les propriétés fédérales en excédent et pour abaisser le déficit fédéral. Certaines de ces propriétés ou de ces terrains auraient pu être utilisés pour accueillir les sans-abri ou une partie de cette somme aurait pu être affectée au logement des sans-abri, mais le gouvernement a décidé de ne pas intervenir. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas pris des dispositions en ce sens? La réponse est claire pour tous ceux qui se préoccupent des logements sociaux. Le gouvernement actuel est probablement le gouvernement le moins progressiste au